



Photo: Andrea Moroni

Commerce et autonomisation économique des femmes

Le commerce international peut être un moteur de la croissance, mais il peut aussi perturber les tendances de l'emploi et les marchés, et avoir des répercussions différentes sur différents segments de la société. La recherche soutenue par le programme CEDEF indique que, au-delà des accords commerciaux progressistes, un éventail de mesures politiques et de partenariats seront nécessaires afin que les femmes puissent en bénéficier.

QUELS SONT LES ENJEUX ?

Le commerce international est reconnu pour avoir augmenté la croissance et la richesse dans le monde, tout en étant montré du doigt pour les inégalités croissantes. Il a créé des débouchés pour un grand nombre de personnes, y compris des emplois pour des millions de femmes à faible revenu dans de nombreuses régions de l'Asie. Toutefois, il existe également certaines préoccupations : les emplois créés sont souvent de piètre qualité; les femmes ont tendance à occuper des postes moins spécialisés et moins bien rémunérés dans les chaînes de valeur mondiales; et la perturbation du commerce international peut également éliminer des emplois locaux car elle crée des possibilités d'emploi ailleurs. Par exemple, les femmes représentent 80 % de la population active dans l'industrie du vêtement orientée vers

PRINCIPALES CONSTATATIONS

- La libéralisation du commerce a diverses répercussions sur l'autonomisation économique des femmes.
- Le commerce interagit avec les tendances générales en cours afin de façonner les possibilités pour les femmes.
- Par conséquent, les politiques gouvernementales jouent un rôle important pour promouvoir un commerce plus inclusif.

RÉFLEXIONS POLITIQUES

- L'égalité entre les sexes peut être un objectif explicite dans le cadre d'accords commerciaux.
- Il est essentiel de recueillir et d'analyser les données ventilées par sexe.
- Les inégalités entre les sexes doivent être abordées simultanément dans les accords commerciaux et les politiques publiques.
- Les capacités, le leadership et les partenariats sont essentiels.

l'exportation dans le monde entier. Toutefois, la production est extrêmement mobile, et elle est souvent transférée dans des endroits où les coûts salariaux sont plus bas.

Si le commerce peut avoir des conséquences positives et négatives sur l'autonomisation et les débouchés des femmes, quelle est la meilleure façon de mettre en oeuvre un programme commercial progressiste comme celui du Canada ? La recherche soutenue par le programme CEDEF révèle que les répercussions du commerce et des politiques commerciales sur l'égalité des sexes sont variées. Il est donc essentiel de comprendre ces répercussions afin de mettre en place des mesures bien conçues pour créer une situation gagnant-gagnant, ce qui profitera aux économies tout en améliorant l'égalité entre les sexes.

APPROCHE

Le présent exposé de politique est fondé sur un ensemble d'études soutenues par le programme CEDEF, et sur des synthèses effectuées par des experts de la macroéconomie et des marchés du travail. De plus, il s'appuie sur des présentations sous forme de séminaires qui ont eu lieu en 2017 au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), lesquelles ont été données par Janneke Pieters, de l'Université de Wageningen, et Stephanie Seguino de l'Université du Vermont.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

La libéralisation du commerce a diverses répercussions sur l'écart entre les hommes et les femmes.

Contrairement à l'hypothèse des économistes selon laquelle la libéralisation du commerce réduirait différentes formes de discrimination - y compris les préjugés sexistes - grâce à l'accroissement de la concurrence, la recherche soutenue par le programme CEDEF a constaté que cette libéralisation du commerce entraîne différentes répercussions. Les études menées par Janneke Pieters et ses collègues indiquent que, au Brésil, la libéralisation du commerce a eu un léger effet négatif sur l'emploi des femmes, mais un effet négatif considérable sur les hommes. En revanche, en Indonésie, on a constaté que la libéralisation du commerce a augmenté l'emploi des femmes. En Inde, la libéralisation du commerce dans les années 90 a entraîné un déclin total de la participation des femmes à la population active et une augmentation de la détresse associée aux taux élevés de pauvreté dans certains segments de la population.

Puisque la libéralisation du commerce influe sur divers secteurs de l'économie de différentes manières, ses répercussions précises sur les hommes et les femmes dépendent grandement du type et de la composition



Photo: IDRC/Bartay

démographique des secteurs à vocation commerciale dans chaque pays. Il existe une forte segmentation sexospécifique dans les débouchés économiques et la participation à la population active; les hommes et les femmes demeurent cantonnés dans certains secteurs. La recherche menée par l'Université de Göttingen révèle que cette segmentation persiste davantage qu'on ne le pense généralement et qu'elle augmente même si les écarts entre les sexes en matière d'éducation diminuent. Enfin, cette segmentation semble jouer un rôle important dans la détermination des répercussions sexospécifiques du commerce.

La libéralisation du commerce au Brésil a eu un léger effet négatif sur l'emploi des femmes, mais un effet négatif considérable sur les hommes.

Le commerce interagit avec d'autres changements en cours afin de façonner les possibilités pour les femmes.

Les répercussions du commerce qui ont été cernées dans cette recherche sont intégrées dans les changements économiques et sociaux plus vastes qui sont en cours. Comme Seguino le souligne, la création de possibilités d'emploi pour les femmes, qui a été observée à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, touche à sa fin; mais cela est également vrai pour les hommes. Ce ralentissement pourrait faire partie d'une grande tendance en matière d'inégalités grandissantes et d'évolution des relations de production. De plus, l'automatisation est un autre facteur important qui détermine la façon

dont la croissance se traduit par des possibilités ou des déplacements.

La nature du commerce a changé, et la production mondiale est de plus en plus organisée grâce aux chaînes de valeur. Par conséquent, les répercussions des sociétés multinationales sur le développement local continuent d'augmenter, tout comme leur influence sur les politiques économiques et sociales. La protection des investisseurs étrangers, les mécanismes de résolution des conflits, et les droits de propriété intellectuelle qui sont intégrés dans les accords commerciaux peuvent limiter la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques qui protègent ou avantagent différents groupes, y compris les femmes. Ces répercussions doivent être abordées dans les discussions visant à rendre le commerce plus progressiste.

Les politiques gouvernementales ont un rôle important à jouer.

Les institutions nationales exercent une influence sur les répercussions du commerce. Si les répercussions sexospécifiques de la libéralisation du commerce dépendent des modèles de segmentation dans les pays, les politiques gouvernementales visant à y remédier - comme la promotion de l'éducation, les investissements dans le transport et les infrastructures de services publics, ainsi que l'élargissement de l'accès aux soins à l'enfance - sont essentielles. De même, dans une économie mondialisée, des politiques en matière de protection sociale et d'équité salariale sont requises pour les fréquents rajustements du marché du travail qui suivent les économies plus ouvertes.

Le fait que les liens entre l'égalité entre les sexes et le commerce sont complexes ne signifie pas qu'il est impossible de les mettre à profit. Au contraire, une analyse rigoureuse pourrait nous aider à comprendre les raisons pour lesquelles nous ne voyons pas davantage d'avancées positives pour les femmes, et à cerner les conditions pour créer une situation gagnant-gagnant.

RÉFLEXIONS POLITIQUES

Il est possible et nécessaire d'accroître les répercussions des chaînes de valeur et du commerce sur l'égalité entre les sexes, et de mettre sur pied des initiatives bien conçues qui sont ancrées dans les engagements internationaux et éclairées par des données probantes. Les quatre principales orientations qui découlent des récentes recherches sont les suivantes :

L'égalité entre les sexes peut être un objectif explicite dans le cadre des accords commerciaux, comme l'indique le chapitre sur les sexospécificités qui figure dans l'accord sur le commerce et l'investissement entre le Canada et le Chili,

et dans la Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes. Selon l'analyse effectuée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les chapitres sur les sexospécificités qui figurent dans les récents accords commerciaux contiennent peu de mesures spécifiques aux pays, et ils ne sont pas couverts par les mécanismes de règlement des différends. Néanmoins, ces chapitres promeuvent l'autonomisation économique des femmes.

Les politiques de soutien qui abordent le manque d'accès des femmes à des emplois mieux rémunérés constituent l'une des manières d'aider.

Il est essentiel de recueillir et d'analyser les données ventilées par sexe. Les renseignements sur la répartition des employés selon le sexe et l'âge sont essentiels pour comprendre les répercussions du commerce et des investissements, ainsi que les politiques de protection qui sont mises en place pour atténuer leurs effets néfastes. Par ailleurs, très peu de pays ont assuré un suivi régulier des sexospécificités, le Chili étant la grande exception. De plus, les données ventilées par sexe servent à s'assurer que les régimes des marchés publics comblent les besoins précis des entreprises appartenant à des femmes.

Les inégalités entre les sexes doivent être abordées simultanément dans les accords commerciaux et les politiques publiques. Dans son examen global de 2017, l'initiative Aid for Trade souligne l'importance d'élaborer des mesures visant à combler les inégalités, telles que la connectivité. Les politiques de soutien qui abordent le manque d'accès des femmes à des emplois mieux rémunérés constituent l'une des manières d'aider les femmes à profiter de l'intensification du commerce.

Les capacités, le leadership et les partenariats sont essentiels. Il est important que l'hémisphère sud ait son mot à dire dans l'élaboration de mesures politiques en vue de favoriser un commerce plus inclusif. Il existe également d'importantes occasions de collaboration entre les secteurs privé et public, ainsi qu'avec les initiatives menées par des entreprises multinationales, tel qu'il est mentionné dans un rapport de Linda Scott, de l'Université d'Oxford. Enfin, une collaboration approfondie entre les parties qui s'occupent de la diplomatie, du commerce et du développement dans le cadre des politiques étrangères pourrait contribuer à offrir de nouvelles possibilités.



Photo: Adnan Ali

SOURCES:

Borrowman, Mary et Stephan Klasen. 2018. La ségrégation des sexes sévit encore dans les pays en développement. Exposé de politique 9 de G2E, programme CEDEF. Göttingen.

Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale
2018. Reshaping Trade through Women's Economic Empowerment: Série d'essais du CIGI. Disponible en ligne au: <https://www.cigionline.org/reshaping-trade-through-womens-economic-empowerment>

Gaddis, Isis et Janneke Pieters. The Gendered Labor Market Impacts of Trade Liberalization. Journal of Human Resources. Printemps 2017, Vol. 52 No. 2: 457-490.

Global Banking Alliance for Women, Data2X, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et le Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement. 2016. Catalyzing Inclusive Financial Systems: Chile's Commitment to Women's Data. Étude de cas.

Gupta, Aarti et Janneke Pieters. 2018. Female labor as insurance: Trade Liberalization and Female Labor Force Participation in India. Sérigraphie. Wageningen: Université de Wageningen.

Kan, Sophia et Stephan Klasen. A venir (2018). Macroeconomics and Gender: Synthesis of GROW Research Project Outputs. Document de travail de CEDEF. Ottawa: CRDI.

Kis-Katos, Krisztina, Janneke Pieters, et Robert A. Sparrow. 2017. Globalization and Social Change: Gender-Specific Effects of Trade Liberalization in Indonesia. Document de discussion d'IZA 10552. Bonn: Institute of Labour Economics.

Organisation de coopération et de développement économiques / Organisation mondiale du commerce. 2017. Aid for Trade at a Glance 2017: Promoting Trade, Inclusiveness and Connectivity for Sustainable Development. Genève : OMC et Paris: Éditions de l'OCDE.

Scott, Linda. 2017. Private Sector Engagement with Women's Economic Empowerment: Lessons Learned from Years of Practice. Oxford: Said Business School, Université d'Oxford

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 2017. The New Way of Addressing Gender Equality Issues in Trade Agreements: Is it a True Revolution? Exposé de politique. No. 53. Geneva: UNCTAD.

Cet exposé a été préparé par Arjan de Haan, chef du programme Emploi et croissance du CRDI.



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) est un partenariat financé par plusieurs bailleurs de fonds et établi entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett, et le CRDI.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)

Centre de recherches pour le développement international
C.P. 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9

Téléphone : +1-613-236-6163

Télécopieur : +1-613-657-7749

Courriel : grow@crdi.ca / www.crdi.ca/cedef